

Entretien avec le président du parti LD

Guy Nzouba Ndama: "Je suis ouvert à toute idée de dialogue, mais qui va le convoquer de l'autre côté ?"

Propos recueillis par M.A.M
Libreville/Gabon

Le président du parti Les Démocrates (LD) dit ne voir personne initier ces assises en l'absence du chef de l'Etat. Ce d'autant que, d'après lui, "tous se réfugient derrière le président de la République". C'est ce qu'il nous a confié dans l'interview qu'il nous accordée en marge de la célébration du 2e anniversaire de sa formation politique, qu'il place volontiers dans l'opposition. Lecture.

L'union. Monsieur le président, d'aucuns constatent que la moisson de votre parti, Les Démocrates, lors des élections d'octobre 2018, a été plus abondante à l'intérieur du pays, contrairement à l'Estuaire en général et à Libreville en particulier. Qu'est-ce qui explique cela ?

Guy Nzouba Ndama : Notre implantation dans l'Estuaire et au niveau de Libreville est insuffisante. Nous avons confié cette responsabilité à une dame. Ce n'est pas toujours facile pour une dame d'allier les responsabilités familiales et les responsabilités politiques. Nous allons nous attacher prochainement à l'aider en renforçant l'équipe qui va se charger d'implanter le parti. Mais, il faut dire que nous sommes souvent victimes de la pratique du débauchage des cadres. Le pouvoir a une capacité de nuisance, il a l'argent, il a le pouvoir de nomination, et quand

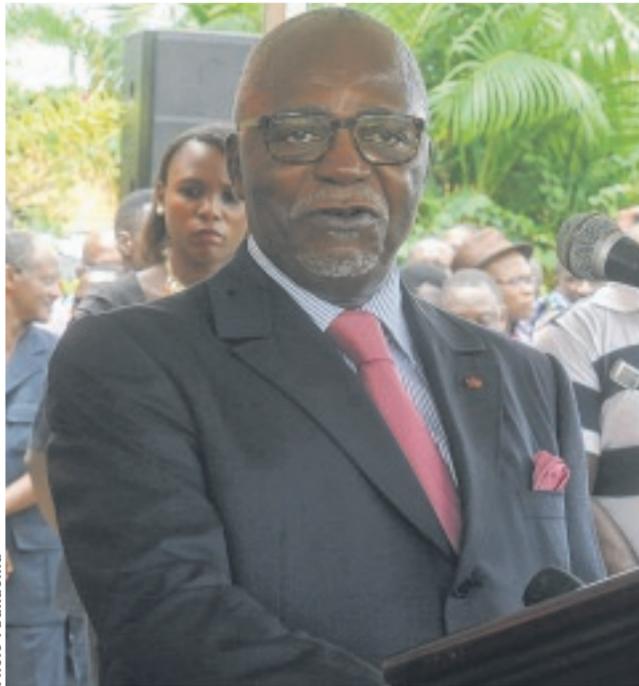


Photo : Bandedoma

Guy Nzouba Ndama, lors d'une précédente sortie.

quelqu'un a une responsabilité au niveau de l'administration, il a peur de perdre son poste. Ce qui fait que, nous nous sommes très faiblement implantés ici. Mais, nous allons nous attacher à mieux nous implanter ici à Libreville particulièrement. Parce que, Libreville, c'est 60% de la population gabonaise, on ne peut pas négliger cela.

Aujourd'hui, vous êtes la 2e force politique à l'Assemblée nationale. Comment entendez-vous assumer cette

responsabilité de première force de l'opposition ?

La décision de participer aux élections d'octobre 2018 aura permis à l'opposition de contrarier, un tant soit peu, l'hégémonie du parti au pouvoir dans quelques communes et certains départements du pays. Mais ce choix aura surtout permis le retour de l'opposition au sein de l'hémicycle du palais Léon Mba, mettant ainsi fin au monologue parlementaire de la XIIe législature.

Apparemment, votre parti aurait signé une charte avec d'autres formations politiques de l'opposition. Qu'en est-il exactement ?

La charte que nous signerons mardi plutôt, c'est la charte de la C.D.O (Coalition démocratique de l'opposition, ndlr). Alors que, ce que nous avons signé jeudi dernier, c'était l'adhésion. Nous formalisons l'adhésion maintenant par la signature de la charte. C'est une famille de la PG 41 (Partis et groupements, ndlr). A l'intérieur, il y a des groupements qui se créent.

Depuis un certain temps, des voix s'élèvent pour réclamer un Dialogue politique et inclusif. Le dernier en date a été le président de l'Union nationale,

Zacharie Myboto. Quelle est la position du parti LD ?

Qui va convoquer ce dialogue ? En tant que démocrate, je suis ouvert à toute idée de dialogue. D'ailleurs, dans mon discours, j'incite les amis à développer la vertu du dialogue. C'est nécessaire dans une société. Si les gens ne peuvent pas se parler, on arrive à la confrontation. Or, pour un petit pays comme le nôtre, il faut éviter cela. D'où la nécessité du dialogue. C'était ça la force d'Omar Bongo Ondimba. S'il a pu diriger ce pays pendant 42 ans, c'est parce qu'il savait dialoguer, il savait plier même s'il ne rompait pas. Donc, le dialogue est nécessaire mais, qui de l'autre côté est capable d'initier ce dialogue en l'absence du président lui-même ?

Parce que, il m'est arrivé de me déplacer pour aller voir le secrétaire général du PDG et lui dire bon, dans le cadre de la répartition des postes à l'Assemblée nationale, comment fait-on ? "Ah, je vais prendre les instructions", me répond-il. Auprès de qui ? "Auprès du distingué camarade président", rétorque-t-il. Donc, tant que la situation de la santé du président n'est pas claire, je ne vois pas qui de l'autre côté est capable d'initier ce dialogue là. Parce que, tous se réfugient derrière le président, et c'est ça le faux du débat chez nous. Quand on regarde la Constitution du pays, elle est faite pour un homme. Ce n'est pas un texte personnel chargé de réguler, créer les conditions du vivre-ensemble des Gabonais. C'est fait pour un homme, dès lors que cet homme est indisponible, tout est bloqué. Je suis favorable à l'idée du dialogue inclusif.

Face au débat autour de la santé du chef de l'Etat

Alexandre Awassi : "Ali Bongo Ondimba continue de veiller au respect de la Constitution"

Abel EYEGHE EKORE
Libreville/Gabon

Le député indépendant du 2e arrondissement de la commune de Moanda, Alexandre Awassi, par ailleurs leader du mouvement «Osons ensemble», a rassuré les Gabonais quant à l'état de santé, plutôt rassurant, du chef de l'Etat, qui poursuit sa convalescence à Rabat et, a-t-il affirmé, continue de veiller au respect de notre Loi fondamentale. C'était lors d'un déjeuner de presse, dimanche dernier dans un restaurant de la place.

FACE au débat persistant autour de la santé du chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, depuis près de cinq mois, le député du 2e ar-

rondissement de la commune de Moanda, Alexandre Awassi, s'est voulu rassurant devant les représentants des médias, au cours d'un déjeuner de presse, dimanche dernier dans un restaurant de Libreville. "Ali Bongo Ondimba poursuit normalement sa convalescence à Rabat au Maroc et remplit les devoirs de sa charge avec la même opiniâtreté", a-t-il lancé. Et de poursuivre : "Le président continue de veiller au respect de la Constitution. Il assure le fonctionnement des pouvoirs publics ainsi que la continuité de notre pays". Avant de fustiger le manque de vision et de projet politique de l'opposition gabonaise qui passe plus de temps à vouloir diviser les Gabonais qu'à construire le pays.



Photo : Abel Eyeghe

Le député du 2e arrondissement de Moanda, Alexandre Awassi, au cours de la rencontre avec la presse.

Une opposition qui, selon le député de Moanda, veut divertir en parlant de la vacance de pouvoir. "Mais de quelle vacance de pouvoir parle-t-elle ? ", s'est interrogé l'élu. "On parle de vacance de pouvoir lorsque la fonction de président de la République n'a plus de titu-

laire. Or, nous savons et voyons tous, que bien qu'étant convalescent, Ali Bongo Ondimba continue d'être à l'œuvre pour son pays", a insisté Alexandre Awassi. Ce parlementaire a également rappelé que "le principe de la vacance de

pouvoir doit être constaté par la Cour constitutionnelle, saisie par le gouvernement et statuant à la majorité absolue de ses membres ou à défaut, par les bureaux des deux Chambres du Parlement, statuant ensemble à la majorité de leurs membres. Et non pas par des collectifs ou autres groupes dits de l'opposition". Il a appelé les uns et les autres à se tourner plutôt sur les questions essentielles qui concernent le développement du Gabon. Et Alexandre Awassi d'in-

viter "cette classe d'opposants à agir pour le peuple qu'elle prétend aimer, en proposant des solutions sur des questions qui intéressent la vie d'une nation et qui pourraient faire évoluer le débat démocratique dans notre pays". Le député de Moanda en appelle à "une opposition participative et non une opposition en vacances, que nous voyons malheureusement depuis quelques années et dont les débats tournent toujours autour des sujets de règlements de comptes personnels ; et qui pour arriver à ses ambitions, utilise la jeunesse gabonaise pour la servir de bouclier". Ajoutant : "Ce n'est pas cela la politique ! La vraie politique c'est de se mettre au service de la nation pour qu'ensemble nous trouvions des solutions et voyions comment

Mouvement politique "Ali doit rester"

Croisade contre "l'insurrection" à Cocotiers

SM
Libreville/Gabon

LE leader du mouvement "Ali doit rester", Symphor Ekomi, par ailleurs, élu départemental du Woleu, a exhorté, récemment, les habitants du quartier "Co-

cotiers", situé dans le deuxième arrondissement de Libreville, à ne pas répondre favorablement "aux appels à l'insurrection lancés ces derniers temps, par certains leaders politiques et acteurs de la société civile". C'était à l'occasion d'un rassemblement dans ledit quartier. «Ils sont nombreux à inciter

à la déclaration de la vacance de pouvoir au sommet de l'Etat, alors qu'ils savent bien que le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, est bel et bien vivant et qu'il assure pleinement ses charges institutionnelles. C'est dire simplement que toute ces sorties et appels à l'insurrection ne devraient nullement vous déstabili-

ser», a-t-il déclaré pour sensibiliser les siens.

Le président du mouvement "Ali doit rester", Symphor Ekomi réagissant à chaud, après sa sortie.



Photo : DR